



MAIRIE DE LARRA

Place Maurice Pontich

31330 LARRA

Tél. : 05 61 82 62 54

Fax : 05 61 82 42 83

contact@larra.fr

www.larra.fr

Larra, le 24 août 2023

**ANNEE 2023
CONSEIL MUNICIPAL
N°8**

SÉANCE DU JEUDI 31 AOUT 2023
à 18H30
Salle du Conseil municipal – Mairie

ORDRE DU JOUR

*

DELIBERATIONS

Affaires scolaires

- 2023-8-1 Tarifs périscolaires et extrascolaires 2023-2024
2023-8-2 Règlement intérieur des services périscolaires et extrascolaires

Finances

- 2023-8-3 Décision modificative n°1
2023-8-4 Cession d'un véhicule municipal
2023-8-5 Régularisation des comptes de bilan suite à la dissolution du SIVOM de
Grenade

Environnement

- 2023-8-6 Demande de diagnostic énergétique auprès du SDEHG

*

QUESTIONS DIVERSES

- ❖ Point d'étape sur la consommation budgétaire

Le Maire,
Jean-Louis MOIGNON





**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-1

**ADOPTION DES TARIFS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES POUR
L'ANNEE SCOLAIRE 2023-2024**

Monsieur le Maire expose

La révision des tarifs pour l'année scolaire 2023-2024 répond à trois enjeux :

1. Nécessité de **PRENDRE EN COMPTE L'AUGMENTATION DES COÛTS DE PRODUCTION** (augmentation du prix de l'énergie, des denrées alimentaires et du matériel, augmentation du point d'indice...) en maintenant la participation communale au service
2. Renforcer l'**EQUITE SOCIALE** par une meilleure prise en compte des caractéristiques socio-économiques de la population
3. **SIMPLIFIER** et rendre plus lisible la tarification pour faciliter son traitement par les familles et par l'administration

Sur ce fondement, le travail réalisé conduit à :

- Modifier les tranches de quotients familiaux et en ajouter de nouvelles
- Supprimer des prestations

Les tarifs proposés sont les suivants. Ils précisent que ce sont des tarifs à l'unité.
Ces tarifs seront applicables dès le 04/09/2023.

I. PERISCOLAIRE (CANTINE, SMA)

Un tarif modulé selon le quotient familial (QF) des familles est établi selon les modalités suivantes :

Tranche	QF	CANTINE	SMA MATIN	SMA SOIR	SMA mercredi 11H15-14H00 (*)
1	≤ 700	1,00€	0,80€	1,52€	1,21€
2	701-900	2,80€	0,85€	1,57€	1,26€
3	901-1350	3,20€	0,97€	1,63€	1,30€
4	1351-1880	3,90€	1,02€	1,68€	1,33€
5	1881-2500	4,15€	1,10€	1,77€	1,42€
6	≥ 2501	4,40€	1,30€	1,80€	1,50€

(*) : pour les enfants ne restant pas le mercredi après-midi

Pendant la période scolaire, les mercredis après-midi (11H15-18H30) sont facturés sous la forme d'une demie journée d'ALSH (voir ci-dessous)

Repas des adultes (hors agents municipaux) : tarif unique : 5,40€

Repas des agents municipaux : 3,50€

II. NOUVELLES ACTIVITES PERISCOLAIRES (NAP)

Les Nouvelles Activités Périscolaires (NAP) sont facturées en plus du SMA, selon les modalités suivantes :

Tranche	QF	CANTINE
1	≤ 700	SMA + 0,3€
2	701-900	SMA + 0,4€
3	901-1350	SMA + 0,5€
4	1351-1880	SMA + 0,6€
5	1881-2500	SMA + 0,7€
6	≥ 2501	SMA + 0,8€

III. EXTRASCOLAIRE (ALSH)

Un tarif modulé selon le quotient familial (QF) des familles est établi pour l'Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), selon les modalités suivantes :

Tranche	QF	Demie journée (**)	Journée entière	Forfait semaine	Forfait nuitée
1	≤ 700	9,35 €	12,14 €	52,27 €	4,50€
2	701-900	9,95 €	13,32 €	58,24 €	5,00€
3	901-1350	10,52 €	14,53 €	64,17 €	6,00€
4	1351-1880	11,12 €	15,71 €	68,72 €	7,50€
5	1881-2500	11,25 €	15,90 €	69,54 €	9,50€
6	≥ 2501	11,39 €	16,10 €	70,43 €	11,50€
Extérieurs		20,05	27,87		

(**) *Matin avec repas ou après-midi sans repas*

Les repas sont facturés en plus de l'ALSH selon les tarifs mentionnés ci-dessus.

Pendant la période scolaire, les mercredis après-midi sont facturés sous la forme d'une demie journée d'ALSH

Une participation exceptionnelle sous la forme d'un prix unique forfaitaire pourra être demandée aux familles en cas de sortie en dehors de la structure. Elle sera modulable selon la nature de la sortie et soumis à un plafond de 10€ par enfant.

IV. RETARD

Une pénalité forfaitaire est appliquée en cas de retard pour récupérer l'enfant le soir, après l'heure de fermeture de la structure :

Retard	Pénalité
≤ 15 minutes	4€
≥ 15 minutes	8€

V. DEFAULT D'INSCRIPTION ET MAJORATION

Les familles ont l'obligation d'inscrire leur enfant par le Portail famille afin qu'il bénéficie d'une prestation .

En cas de présence sans réservation : une majoration est appliquée à hauteur de 50% du coût de la prestation.

En cas d'inscription non honorée : le paiement de la prestation selon les tarifs en vigueur est dû.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales

Vu la proposition de la commission Affaires scolaires

Considérant la nécessité de prendre en compte l'augmentation des coûts de production (augmentation du prix de l'énergie, des denrées alimentaires et du matériel, augmentation du point d'indice...) en maintenant la participation communale au service

Considérant la nécessité de renforcer l'équité sociale par une meilleure prise en compte des caractéristiques socio-économiques de la population

Considérant la nécessité de rendre plus lisible la tarification pour faciliter son traitement par les familles et par l'administration

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : DECIDE d'adopter les tarifs exposés ci-dessus à compter du 04/09/2023

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire ou ses représentants, selon leur délégation, à signer tous les actes afférents au dossier

Pour : 16

Contre : --

Abstention : --

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGNÉ



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-1

**ADOPTION DES TARIFS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES POUR
L'ANNEE SCOLAIRE 2023-2024**

Monsieur le Maire expose

La révision des tarifs pour l'année scolaire 2023-2024 répond à trois enjeux :

1. Nécessité de **PRENDRE EN COMPTE L'AUGMENTATION DES COÛTS DE PRODUCTION** (augmentation du prix de l'énergie, des denrées alimentaires et du matériel, augmentation du point d'indice...) en maintenant la participation communale au service
2. Renforcer l'**EQUITE SOCIALE** par une meilleure prise en compte des caractéristiques socio-économiques de la population
3. **SIMPLIFIER** et rendre plus lisible la tarification pour faciliter son traitement par les familles et par l'administration

Sur ce fondement, le travail réalisé conduit à :

- Modifier les tranches de quotients familiaux et en ajouter de nouvelles
- Supprimer des prestations

Les tarifs proposés sont les suivants. Ils précisé que ce sont des tarifs à l'unité.
 Ces tarifs seront applicables dès le 04/09/2023.

I. PERISCOLAIRE (CANTINE, SMA)

Un tarif modulé selon le quotient familial (QF) des familles est établi selon les modalités suivantes :

Tranche	QF	CANTINE	SMA MATIN	SMA SOIR	SMA mercredi 11H15-14H00 (*)
1	≤ 700	1,00€	0,80€	1,52€	1,21€
2	701-900	2,80€	0,85€	1,57€	1,26€
3	901-1350	3,20€	0,97€	1,63€	1,30€
4	1351-1880	3,90€	1,02€	1,68€	1,33€
5	1881-2500	4,15€	1,10€	1,77€	1,42€
6	≥ 2501	4,40€	1,30€	1,80€	1,50€

(*) : pour les enfants ne restant pas le mercredi après-midi

Pendant la période scolaire, les mercredis après-midi (11H15-18H30) sont facturés sous la forme d'une demie journée d'ALSH (voir ci-dessous)

Repas des adultes (hors agents municipaux) : tarif unique : 5,40€

Repas des agents municipaux : 3,50€

II. NOUVELLES ACTIVITES PERISCOLAIRES (NAP)

Les Nouvelles Activités Périscolaires (NAP) sont facturées en plus du SMA, selon les modalités suivantes :

Tranche	QF	CANTINE
1	≤ 700	SMA + 0,3€
2	701-900	SMA + 0,4€
3	901-1350	SMA + 0,5€
4	1351-1880	SMA + 0,6€
5	1881-2500	SMA + 0,7€
6	≥ 2501	SMA + 0,8€

III. EXTRASCOLAIRE (ALSH)

Un tarif modulé selon le quotient familial (QF) des familles est établi pour l'Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), selon les modalités suivantes :

Tranche	QF	Demie journée (**)	Journée entière	Forfait semaine	Forfait nuitée
1	≤ 700	9,35 €	12,14 €	52,27 €	4,50€
2	701-900	9,95 €	13,32 €	58,24 €	5,00€
3	901-1350	10,52 €	14,53 €	64,17 €	6,00€
4	1351-1880	11,12 €	15,71 €	68,72 €	7,50€
5	1881-2500	11,25 €	15,90 €	69,54 €	9,50€
6	≥ 2501	11,39 €	16,10 €	70,43 €	11,50€
Extérieurs		20,05	27,87		

(**) *Matin avec repas ou après-midi sans repas*

Les repas sont facturés en plus de l'ALSH selon les tarifs mentionnés ci-dessus.

Pendant la période scolaire, les mercredis après-midi sont facturés sous la forme d'une demie journée d'ALSH

Une participation exceptionnelle sous la forme d'un prix unique forfaitaire pourra être demandée aux familles en cas de sortie en dehors de la structure. Elle sera modulable selon la nature de la sortie et soumis à un plafond de 10€ par enfant.

IV. RETARD

Une pénalité forfaitaire est appliquée en cas de retard pour récupérer l'enfant le soir, après l'heure de fermeture de la structure :

Retard	Pénalité
≤ 15 minutes	4€
≥ 15 minutes	8€

V. DEFAULT D'INSCRIPTION ET MAJORATION

Les familles ont l'obligation d'inscrire leur enfant par le Portail famille afin qu'il bénéficie d'une prestation .

En cas de présence sans réservation : une majoration est appliquée à hauteur de 50% du coût de la prestation.

En cas d'inscription non honorée : le paiement de la prestation selon les tarifs en vigueur est dû.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales

Vu la proposition de la commission Affaires scolaires

Considérant la nécessité de prendre en compte l'augmentation des coûts de production (augmentation du prix de l'énergie, des denrées alimentaires et du matériel, augmentation du point d'indice...) en maintenant la participation communale au service

Considérant la nécessité de renforcer l'équité sociale par une meilleure prise en compte des caractéristiques socio-économiques de la population

Considérant la nécessité de rendre plus lisible la tarification pour faciliter son traitement par les familles et par l'administration

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : DECIDE d'adopter les tarifs exposés ci-dessus à compter du 04/09/2023

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire ou ses représentants, selon leur délégation, à signer tous les actes afférents au dossier

Pour : 16

Contre : --

Abstention : --

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGNON



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-2

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES SERVICES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune est dotée d'un règlement intérieur des services périscolaires et extrascolaires à destination des usagers.

Afin que le règlement concorde avec les nouvelles mesures d'organisation, les besoins des services, il convient d'actualiser ledit règlement.

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de son rapporteur

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2221-3

Vu le règlement ci-annexé

Après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : **APPROUVE** les modifications apportées au règlement intérieur des services périscolaires et extrascolaires, ci-annexé dans sa version consolidée

Article 2 : **AUTORISE** Monsieur le Maire ou Jérôme MODESTO, adjoint au Maire délégué aux affaires scolaires, à signer tous les actes aux effets ci-dessus

Pour : 16
Contre : --
Abstention : --

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGN



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



REGLEMENT INTERIEUR DES SERVICES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES

MODIFIÉ PAR DELIBERATION N° 2023-8-2 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 AOUT 2023

Préambule

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2221-3, Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment son article R. 227-1,

Points forts de la politique éducative de la commune de Larra, les services scolaires et périscolaires intègrent des objectifs pédagogiques et éducatifs et répondent aux besoins de garde des familles. Ils visent à favoriser l'accueil de tous les publics et à respecter la spécificité de chacun.

Pour la maternelle comme pour l'élémentaire, ces structures sont de deux types :

- 1- Périscolaire : sous la forme d'un service multi-accueil (SMA), l'accueil périscolaire a pour mission de garantir la continuité éducative entre la famille et l'école.
- 2- Extrascolaire : l'accueil extrascolaire a pour mission d'accueillir les enfants en dehors du temps scolaire, c'est-à-dire les mercredis après-midi avec l'Accueil de Loisir Associé à l'Ecole (ALAE) et pendant les vacances scolaires avec l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH).

Pour les enfants de maternelle et d'élémentaire, au sein du SMA il est proposé chaque soir un temps NAP (Nouvelles Activités Périscolaires), à vocation pédagogique en lien avec le Projet éducatif de territoire.

Le présent règlement fixe les règles de référence pour le fonctionnement de tous les accueils de loisirs municipaux (dispositions communes et cadre spécifique à chacun). Afin d'assurer la sécurité des enfants, elles seront mises en œuvre par les équipes d'animation et sont opposables à tous les usagers. Les responsables légaux de l'enfant sont tenus d'en prendre connaissance avec la plus grande attention avant toute inscription.

L'inscription de l'enfant aux services périscolaires et extrascolaires vaut pleine acceptation du présent règlement intérieur par ses responsables légaux.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX SERVICES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES

I. Laïcité et vivre ensemble

La Mairie de Larra est particulièrement attachée au respect du principe de laïcité. Ce fondement républicain assure, d'une part, la liberté de conscience et le libre exercice des cultes et, d'autre part, la neutralité du fonctionnement du service public. Son respect permet à tous les usagers de bénéficier des services publics dans des conditions d'égalité et de fraternité nécessaires pour vivre ensemble.

Ainsi, durant les activités, les usagers ont droit au respect de leurs convictions personnelles, mais ils ne peuvent pas opposer celles-ci aux règles communes de fonctionnement des services ou des équipements publics. De même, les usagers sont tenus de s'abstenir de tout comportement prosélyte (propagande ou pression à caractère religieux) envers le personnel ou d'autres usagers sous peine de sanction pouvant aller jusqu'à l'exclusion.

Chaque usager, enfant comme adulte, est tenu de respecter les lieux, les horaires, le matériel, les locaux, le personnel encadrant et les autres usagers.

De plus, les familles s'engagent à communiquer de manière courtoise avec les encadrants, à ne pas intervenir directement auprès d'un enfant qui n'est pas le leur et à respecter la quiétude des enfants en s'interdisant toute invective dans l'enceinte ou aux abords des structures.

II. Conditions d'accueil et de remise des enfants :

Seuls les enfants scolarisés dans les écoles de la commune peuvent fréquenter les accueils périscolaires. Les accueils extrascolaires sont ouverts pour les enfants scolarisés ou habitants la commune de Larra.

Concernant la période d'été, seuls les enfants déjà scolarisés peuvent être accueillis.

Pour les accueils extrascolaires, les enfants extérieurs à la commune peuvent être accueillis dans la limite des places disponibles. Ils doivent nécessairement adresser une demande spécifique à l'adresse **alsh@larra.fr**

Le personnel d'encadrement n'est pas habilité à assurer l'accueil des enfants en dehors des heures d'ouverture. Les familles doivent respecter scrupuleusement ces horaires. En cas exceptionnel de retard ou d'absence de l'enfant, **il est demandé aux responsables légaux d'avertir rapidement le responsable de la structure.**

1/Horaires :

Les horaires d'accueil des enfants sur les temps périscolaire et extrascolaires sont accessibles sur le site de la mairie <https://www.larra.fr/fr/enfance-et-jeunesse/services-periscolaires.html>

2/Accueil :

A son arrivée, l'enfant est enregistré par l'animateur qui l'accueille.

L'enfant est pris en charge par la collectivité :

- dès l'instant où la personne autorisée accompagnant l'enfant le remet à un(e) animateur (trice) au bus ou au portail de l'établissement ;
- dès sa présentation à un(e) animateur (trice), dans le cas d'enfants scolarisés en élémentaire arrivant seuls sur la structure ;
- dès sa sortie de l'école, pour les enfants inscrits à l'ALAE du mercredi.

L'accompagnant doit transmettre toute information nécessaire au bon déroulement de la journée et concernant la reprise de l'enfant le soir.

Pour toute arrivée exceptionnelle après le début des classes, justifiée préalablement auprès du directeur d'école, il est impératif de prévenir le responsable du service périscolaire avant 9H00 afin que l'enfant soit comptabilisé dans les effectifs d'accueil périscolaire.

La collectivité, après avoir échangé avec la famille, se réserve le droit d'aménager les modalités d'accueil des enfants.

3/Départ en fin de journée :

L'enfant de plus de 8 ans peut partir seul à condition que ses responsables légaux l'aient expressément autorisé sur le Dossier Unique d'Inscription.

Dans tous les autres cas, les enfants ne seront remis par les animateurs ou accompagnateurs du bus, qu'au **responsable légal** ou à toute autre **personne dûment mandatée. Une pièce d'identité sera demandée.**

Dès lors que l'enfant est récupéré par un adulte autorisé, il est sous sa responsabilité directe et ne peut pas retourner au sein du service périscolaire ou extrascolaire.

Les noms des personnes mandatées par les responsables légaux pour récupérer les enfants dans les services extrascolaires et périscolaires doivent préalablement être mentionnés sur la Fiche de renseignements pour l'ensemble de la famille et pour toutes les activités municipales auxquelles les enfants d'une même famille sont inscrits.

Sur **demande écrite** de dérogation du responsable légal, un mineur de **plus de 14 ans** pourra être habilité à venir chercher un **enfant** de moins de 8 ans, sous réserve de la décharge de responsabilité dûment remplie.

Pour les Nouvelles Activités Périscolaires et afin de préserver le bon fonctionnement du service, le départ de l'enfant ne peut se faire qu'à l'issue du temps NAP.

4/Retards :

Passée l'heure de fermeture officielle de l'accueil de loisirs, le retard des personnes chargées de venir chercher les enfants entraîne un surcoût de fonctionnement du service. Pour cette raison, une compensation financière sera facturée par quart d'heure de retard selon le tarif en vigueur déterminé par délibération du Conseil municipal. Tout quart d'heure commencé est un quart d'heure dû.

En cas de retards répétés, la Mairie de Larra se réserve le droit de convoquer la famille.

Dans le cas d'un retard et lorsqu'aucune personne chargée de venir chercher l'enfant n'est toujours pas joignable après 19H, l'enfant sera remis à la Gendarmerie.

III. Vie pratique :

Des vêtements adaptés aux activités et marqués au nom de l'enfant devront être fournis. Les vêtements oubliés, égarés et non réclamés, à l'issue de la chaque période de vacances, seront remis à une association caritative.

Pour le bon fonctionnement des accueils collectifs, il est interdit d'amener des objets de type téléphone portable, MP4, consoles de jeux etc., tout objet précieux (bijoux, appareil photo numérique, etc.) ou de l'argent de poche. En cas de perte, de vol ou de détérioration, la Mairie de Larra se dégage de toute responsabilité. Enfin, tout objet susceptible de représenter un danger quelconque est strictement interdit.

IV. Règles d'hygiène :

Les enfants sont tenus de respecter le présent règlement intérieur et notamment les règles élémentaires de sécurité et d'hygiène.

Par ailleurs, les parents s'engagent à ce que leurs enfants respectent toute règle qui aurait vocation à compléter le présent règlement intérieur, notamment dans le cas de la survenance d'un risque sanitaire.

Ainsi, dans le cadre d'une crise sanitaire liée à une épidémie, telle que celle relative à un virus de type coronavirus, les usagers s'engagent à respecter les mesures dites « barrières » d'hygiène et de distanciation sociale définies au niveau national et devant être observées en tout lieu et en toute circonstance. Des mesures supplémentaires pourront être prises. Les parents s'engagent donc à ce que leurs enfants appliquent strictement l'ensemble de ces mesures et respectent toute mesure complémentaire qui serait imposée par la Mairie de Larra, par la réglementation ou par des préconisations gouvernementales ou locales.

V. Santé :

1/Dispositions générales :

Les enfants ne peuvent être accueillis au sein des services périscolaire ou extrascolaire en cas de fièvre, de maladie contagieuse. En cas de blessure, le responsable de la structure pourra demander un certificat du médecin attestant que l'enfant est apte à la vie en collectivité.

Les responsables légaux s'engagent à informer la collectivité de tout problème de santé physique ou psychologique concernant l'enfant, y compris tout antécédent médical nécessaire à une prise en charge médicale d'urgence en complétant le dossier d'inscription.

Chaque structure tient à jour un registre-journal de l'infirmerie sur lequel seront décrits les différents accidents, symptômes ou maladies survenus pendant la journée ainsi que les éventuels traitements à administrer sous couvert d'un PAI.

En cas de maladie apparue durant l'accueil de l'enfant à l'accueil de loisirs, la famille sera contactée pour venir chercher l'enfant et l'emmener consulter son médecin traitant.

Le directeur de l'accueil de loisirs peut également, s'il le juge nécessaire, prendre l'initiative d'appeler le médecin traitant et d'en aviser ensuite les responsables légaux de l'enfant.

Les obligations de l'équipe d'animation lors d'un accident sont les suivantes :

- en cas de blessures bénignes, une pharmacie de secours permet d'apporter les premiers soins ;
- en cas d'accident, de choc violent ou de malaise persistant, le directeur fait appel aux services d'urgences médicales (pompiers 18, S.A.M.U. 15).

2/La mise en place d'un PAI :

Pour toute allergie ou maladie chronique nécessitant un traitement, un certificat médical (d'un allergologue le cas échéant), un protocole d'accueil individualisé (PAI) et le formulaire de demande renseigné par la famille sont exigés un mois avant la première fréquentation de l'enfant.

Les responsables légaux doivent transmettre le dossier PAI, l'ordonnance et les médicaments à la Direction d'école. La Direction transmettra ces documents et aux responsables de l'équipe d'animation.

Dans le cas de la mise en place d'un PAI, les responsables légaux s'engagent à fournir à la Direction de l'école tous les traitements indiqués par le PAI. Ces traitements seront accessibles à l'équipe d'animation. La Direction alertera les responsables légaux lorsqu'il faudra renouveler les médicaments compte tenu de la date de péremption.

Aucun accueil ne sera assuré sans le respect strict de cette procédure.

3/L'administration d'un traitement médical :

En cas de prise de médicaments en dehors d'un PAI, il est fortement recommandé de prévoir avec le médecin traitant un **traitement médicamenteux s'effectuant le matin ou le soir, sous la responsabilité des responsables légaux.**

Si le traitement nécessite une prise de médicaments impérativement pendant les horaires d'accueil péri et/ou extrascolaire, les médicaments seront remis au responsable de l'accueil dans leur emballage d'origine avec la notice d'utilisation. Les nom et prénom du mineur devront être inscrits sur l'emballage.

L'équipe d'encadrement est uniquement autorisée à **aider l'enfant dans sa prise de médicaments mais ne pourra nullement les lui administrer**, sous réserve d'une ordonnance médicale nominative en cours de validité, précisant la posologie, et d'une **déclaration sur l'honneur** autorisant le personnel d'animation à assister l'enfant dans sa prise de médicament.

Pour des ordonnances de longue durée, il est préférable d'envisager la mise en place d'un PAI.

4/Les demandes de régimes alimentaires spécifiques :

Dans le cas d'un régime lié à un PAI, les responsables légaux doivent fournir le repas de leur enfant.

Dans les autres cas d'un autre régime spécifique renseigné dans la fiche d'inscription, un plat alternatif selon les capacités du service de restauration scolaire.

5/Enfants porteurs d'un ou plusieurs handicaps :

Les enfants porteurs d'un ou plusieurs handicaps sont accueillis selon les capacités de la collectivité après concertation avec le directeur de la structure qui prendra attache si nécessaire avec un référent professionnel de l'enfant et conviendra si besoin des modalités spécifiques d'accueil (élaboration d'un protocole d'accueil individualisé).

Les familles concernées peuvent bénéficier de la mise en place d'un Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS).

VI. Modalités d'inscription et d'annulation

1/ Règles d'inscription :

L'inscription est obligatoire et annuelle ; elle doit être renouvelée avant chaque rentrée scolaire, sur présentation :

- de la fiche de renseignement dûment remplie ;
- du carnet de santé de l'enfant (*copie exclusivement de la partie relative aux vaccinations*) ;
- d'une copie de la dernière attestation CAF pour les familles allocataires
- d'un protocole d'accueil individualisé (PAI) en cas d'allergie alimentaire ou de contre-indication médicale ;
- de la photocopie de l'attestation d'assurance « responsabilité civile » scolaire, périscolaire et extrascolaire
- d'une copie d'un extrait du jugement ou de l'ordonnance stipulant le cadre d'exercice de l'autorité parentale le cas échéant, en application de l'article IX.

La Fiche de renseignement est le document de référence. Elle permet de transmettre aux services les informations essentielles à l'accueil de leur(s) enfant(s). Elle a vocation à être enregistrée par les services sur le **Portail famille** afin d'ouvrir le profil de l'enfant sur la plateforme et d'y permettre l'inscription de l'enfant aux services périscolaires et extrascolaires. L'enfant pourra fréquenter l'un de ces services dès que le dossier complet aura été remis à la collectivité. Elle est à remplir **au format papier lors de la première inscription. Il appartient ensuite aux familles de mettre à jour la fiche de leur enfant directement sur le Portail famille**, à chaque rentrée scolaire et en cours d'année si nécessaire.

2/ Modalités d'inscription et d'annulation :

Le Portail famille devient l'outil de principe pour l'inscription des enfants : une fois la fiche de renseignement enregistrée, les familles reçoivent des codes d'accès au Portail famille. Les familles doivent saisir elles-mêmes et de manière dématérialisée l'inscription de leur(s) enfant(s)

- aux services périscolaires, à savoir :
 - le SMA le matin et/ou le soir
 - et/ou à la restauration scolaire
 - et/ou aux temps NAP
 Les inscriptions doivent s'effectuer pour l'année entière. Elles peuvent être modifiées ou annulées jusqu'à 48h00 jours ouvrés avant la prestation.
- aux services extrascolaires, à savoir
 - le matin avec le repas
 - ou l'après-midi sans le repas
 - ou la journée entière

Les inscriptions sont obligatoires pour l'ALSH car assujetties à des taux d'encadrement Service Départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports de la Haute-Garonne.

- Pour le mercredi : Elles peuvent être modifiées ou annulées jusqu'à 48h00 jours ouvrés avant la prestation,
- Pour les vacances scolaires, les inscriptions sont ouvertes sur le portail familles, un mois avant **le début des vacances scolaires**. Elles peuvent être modifiées ou annulées durant la période définie pour chaque période de vacances et communiquée aux familles.

Les familles ont accès à un guide d'utilisation du Portail famille. Par exception, les publics les plus éloignés du numérique peuvent bénéficier d'un accompagnement en Mairie et/ou s'inscrire au moyen d'un formulaire papier.

Les familles s'engagent à honorer leurs inscriptions.

Les familles dont les enfants sont présents sur les temps d'accueils péri et extrascolaires sans avoir fait l'objet d'une inscription préalable, se verront facturés du montant de la prestation avec une majoration de 50%.

En cas de non-respect de ces règles ou d'annulations répétitives de nature à perturber le bon fonctionnement du service, la Mairie se réserve le droit de suspendre l'accueil d'un enfant dans les services concernés (périscolaire, extrascolaire) à titre temporaire ou pour le reste de l'année scolaire, après notification par courrier.

VII. Tarifs et modalités de remboursement

1/Tarifs :

Les tarifs sont fixés chaque année par délibération du Conseil Municipal.

Ces tarifs sont mis à la disposition du public sur le site internet de la Mairie de Larra (www.larra.fr).

Le service de bus est réalisé par le Conseil Régional. Le Conseil Régional détermine les prix et les modalités de ce service ou sa gratuité le cas échéant.

2/Modalités de paiement :

Chaque mois une facture récapitulative des fréquentations des accueils péri et extrascolaires et des repas du mois précédent est communiquée aux familles par le biais du portail famille.

Le paiement est à régler mensuellement au plus tard à la date d'échéance soit par:

- **Virement bancaire, avec le numéro de facture en libellé.**
- **par chèque bancaire, libellé à l'ordre du « Trésor Public »**
- **en espèces uniquement en mairie auprès de la régisseuse.**
- **en chèques vacances (ANCV), uniquement pour le mercredi et vacances scolaires**
- **en chèques CESU sauf pour les repas**

Les familles sont informées qu'une fois la date d'échéance passées, les factures non réglées sont transférées au Trésor Public qui aura la charge du recouvrement. A partir de cette date, il n'est plus possible de régler les factures concernées auprès de la collectivité. Celles-ci doivent être réglées auprès du Trésor Public (DGFIP) selon les modalités qui apparaissent dans l'avis de sommes à payer.

La collectivité se réserve le droit de ne pas accueillir au centre de loisirs un enfant lorsque les factures ne sont pas acquittées.

3/Pénalités de retard :

Cf. Point II.4.

4/Demande de révision de tarif :

Les familles peuvent faire une demande de révision de leur tarif lié, sans effet rétroactif, en cas de changement de leur quotient familial. Il appartient aux familles d'informer les services de la Mairie (régie) de l'évolution de leur quotient familial.

VIII. Responsabilité et Assurances

Une assurance responsabilité civile incluant les temps périscolaires et extrascolaires et garantissant les dommages dont les enfants seraient les auteurs devra être souscrite pour fréquenter les accueils de loisirs municipaux. Il est rappelé que la responsabilité civile ne garantit que les dommages que la personne pourrait causer à autrui. Il est donc recommandé de souscrire un contrat d'assurance « individuelle accident » susceptible de permettre une indemnisation en cas de dommages corporels que pourrait subir personnellement l'enfant, indépendamment de toute responsabilité.

Indépendamment de toute faute opposable au personnel d'encadrement, les parents sont responsables du comportement de leur enfant. Les parents peuvent être appelés à répondre des dommages causés par ce dernier. Ils sont donc pécuniairement responsables de toute détérioration matérielle de biens, volontaire ou involontaire, survenue du fait de l'enfant.

De son côté, la Mairie de Larra a souscrit une assurance couvrant les dommages et réparations en cas d'accident engageant sa responsabilité. Cependant, la Mairie de Larra ne pourra être tenue pour responsable pour vols ou détériorations sur les effets personnels des enfants. De même, la collectivité décline toute responsabilité en cas d'incident survenu avant l'ouverture ou après la fermeture de l'accueil de loisirs, ainsi qu'en cas de vol, de perte (vêtements, portables,...) durant la journée. Il est donc fortement conseillé aux enfants de ne pas apporter d'objets de valeur. Les personnes qui souhaitent être couvertes pour ce type de risques sont invitées à faire le nécessaire auprès de leur compagnie d'assurance.

VII. Autorité parentale

Le cas échéant, la situation parentale s'apprécie au regard de l'exercice de l'autorité parentale.

Lorsqu'au moment de l'inscription deux représentants légaux sont identifiés, l'exercice conjoint de l'autorité parentale est présumé. Dans le cas où seulement un des parents serait investi de l'autorité parentale, il incombe à celui-ci d'en informer les agents de la collectivité au moment même de l'inscription de l'enfant. Si une modification dans l'exercice de l'autorité parentale intervient par la suite, elle devra être signalée par écrit en joignant une copie du jugement ou de l'ordonnance du juge des affaires familiales.

En outre, il appartient aux parents, en cas de différend relatif au droit de garde, d'en informer les agents de la collectivité chargés de l'encadrement des activités dans les délais les plus brefs. Le cas échéant, l'extrait du jugement ou de l'ordonnance le (la) plus récent(e) du juge des affaires familiales devra être présenté.

VIII. Respect du règlement :

Les enfants participant aux activités s'engagent à respecter le présent règlement.

Toute attitude de l'enfant ou de la famille incompatible avec la vie en collectivité (dégradation, vol, violence verbale et/ou physique, non-respect des personnes ou du matériel) sera sanctionnée par la collectivité selon le cadre juridique en vigueur.

Selon la nature des faits et/ou manquements :

- 1- Dans un premier temps, un avertissement pourra être donné à l'enfant et/ou à la famille.
- 2- En cas de récurrence, le manquement fera l'objet d'un courrier de rappel à l'ordre adressé aux responsables légaux de l'enfant par la collectivité.
- 3- En cas de nouvelle récurrence ou de faits graves, la Mairie se réserve le droit de suspendre l'accueil d'un enfant dans les services concernés (périscolaire, extrascolaire et service de bus) à titre temporaire ou pour le reste de l'année scolaire, après notification par courrier.**

Tout comportement violent ou incorrect venant des familles ou des enfants envers les animateurs ou les autres enfants pourra faire l'objet d'une exclusion et, le cas échéant, de poursuites pénales selon leur gravité.

IX. Droit à l'image :

Certains événements durant l'année peuvent nécessiter une autorisation d'utilisation de l'image et/ou de la voix (photographies, vidéos, etc.) de l'enfant inscrit.

Chaque éventuelle utilisation de son image et/ou de sa voix par la Mairie ne pourra être effectuée qu'avec son consentement explicite et celui de son responsable légal.

Afin de recueillir ce consentement, un formulaire (ou tout autre document permettant de recueillir spécifiquement le consentement) leur sera transmis préalablement à l'utilisation de son image et/ou de sa voix. Un formulaire est à remplir pour l'ensemble du temps périscolaire sur toute l'année et, de même, pour chaque période de vacances scolaires.

X. Protection des données personnelles

Dans le cadre de l'organisation des accueils de loisirs municipaux et notamment durant la procédure d'inscription, la Mairie de Larra est amenée à recueillir et à traiter des données personnelles des usagers.

Le Règlement Général européen sur la Protection des Données (RGPD) du 24 mai 2016 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, modifiée, encadrent le traitement et l'utilisation de ces données personnelles.

Ainsi, les informations relatives au traitement de leurs données personnelles seront apportées aux usagers au moment de l'inscription.

De plus, ces informations pourront aussi être transmises à tout moment à tout usager qui en ferait la demande auprès de la Mairie.

DISPOSITIONS PROPRES AU SERVICE EXTRA SCOLAIRE (ALSH)

XI. Modalités d'inscription

Les enfants sont accueillis dans la limite des places disponibles au sein des accueils de loisirs de la Mairie de Larra.

La procédure d'inscription est lancée avant chaque période de vacances scolaires. Les inscriptions sont clôturées au plus tard deux semaines avant le premier jour de centre de loisirs. La date de clôture des inscriptions est mentionnée au moment de l'ouverture des inscriptions.

Chaque inscription est nominative. Aucun enfant non inscrit ne pourra être accueilli, même en remplacement d'un enfant inscrit qui serait empêché.

En cas d'absences répétées, pour des vacances ultérieures, l'inscription de l'enfant sera regardée comme non prioritaire dans le cas d'un nombre de places limité.

La collectivité se réserve le droit de ne pas accueillir un enfant lorsque les factures ne sont pas acquittées.
Cf paragraphe VI

XII. Périodes et horaires d'accueil

Les horaires d'accueil peuvent varier d'une période de vacances à l'autre.

Les familles sont informées des horaires proposés lors de l'ouverture des inscriptions.

XIII. Participation financière des familles aux sorties

Durant les vacances scolaires, des sorties ou des animations sur le centre de loisirs peuvent être proposées. Selon les sorties en question, une participation financière des familles peut être demandée. Le cas échéant, les familles seront informées du montant lors de l'ouverture des inscriptions.

La participation des familles sera prélevée directement au moment de la facturation.

En cas de difficultés financières, la famille pourra se tourner vers le Centre communal d'action sociale.

XIV. Pénalités d'absence pour tous les services

Les absences ne seront pas facturées sous réserve de présentation par la famille d'un justificatif sous 48H à compter du premier jour d'absence et selon les modalités suivantes :

Un délai de carence de 2 jours sera appliquée pour les cas suivants :

- Maladie de l'enfant sur présentation d'un certificat médical
- Hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un certificat d'hospitalisation
- Maladie d'un parent sur présentation d'un arrêt maladie ou accident de travail

Le délai de carence de 2 jours implique que seules les absences d'au moins trois jours pourront être remboursées (à partir du premier jour d'absence).

Pour les cas suivants, aucun justificatif ne sera exigé :

- Accident ou maladie survenu à l'école ou les temps d'accueil impliquant le départ de l'enfant
- Grève de l'enseignant ou du personnel municipal
- Sortie scolaire
- Fermeture de l'accueil de loisirs ou de la cantine ou annulation des services municipaux

Dans tous les autres cas, la journée sera due.

DISPOSITIONS PROPRES AUX TRANSPORTS

I. Ramassage scolaire (matin, soir et mercredi midi)

Le transport scolaire est une compétence de la Région.

L'inscription préalable au transport est obligatoire. Elle s'effectue chaque année directement près du Conseil Régional.

Les circuits (horaires et points de ramassage) sont définis par le Conseil Régional.

En cas de modification exceptionnelle des circuits par le transporteur (travaux sur voirie par exemple) ou d'annulation du transport (intempéries par exemple, ou cas de force majeure), les familles en seront avisées dans toute la mesure du possible par le Conseil Régional. Dès lors, il est de la responsabilité des familles de veiller à bien informer le Conseil Régional de tout changement de coordonnées (adresse, téléphone, e-mail).

Les familles doivent se conformer au règlement approuvé par le Conseil régional, consultable sur le site internet de la Région Occitanie.

II. Transport dans le cadre de sorties du centre de loisirs

Dans le cadre du centre de loisirs, des sorties peuvent être proposées impliquant de prendre des transports collectifs.

Les départs et les arrivées se font au centre de loisirs.

Le comportement de l'enfant doit être compatible avec sa sécurité et la sécurité de tous.

A l'arrivée du bus, l'enfant doit attendre que le car s'arrête complètement avant de s'en approcher et d'y monter, sans occasionner de bousculade. Il est formellement interdit de toucher les poignées, serrures ou dispositifs d'ouverture des portes et issues de secours avant l'arrêt complet du véhicule.

A la montée dans le bus, l'enfant se dirige directement vers une place disponible et ne dépose aucun objet dans le couloir central (il peut utiliser les portes bagages ou placer son sac sous son siège).

Pendant le trajet, il reste assis, ceinture de sécurité attachée et respecte les règles de vie du car. A la descente du bus, il attend l'arrêt complet du véhicule et que l'accompagnateur l'autorise à descendre.

Si le comportement d'un enfant nuit ou a nuit au bon déroulement du transport et à la sécurité du conducteur ou des autres passagers, l'enfant pourra être refusé pour une nouvelle sortie, voire du centre pour la ou les journée(s) qui correspond(ent) à une sortie en dehors du centre de loisirs pour tous les enfants.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-3

DECISION MODIFICATIVE N°1

Monsieur le Maire expose

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient d'adopter une décision modificative afin de réaliser les dépenses dûes à la communauté de communes des Hauts-Tolosans au titre de l'attribution de compensation. Monsieur le Maire précise que 3 000 € ont été inscrits au budget primitif 2023 au lieu de 5 208,49 € (soit un écart de 2 208,49).

Monsieur le Maire rappelle que le budget a été voté avec un excédent de la section de fonctionnement de 389 423,09€.

Par conséquent, il est proposé au Conseil d'adopter une décision modificative (n°1) pour ajouter de nouveaux crédits au compte 739211 : + 2 208,49€.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE :

Article 1^{er} : d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer les modifications de crédits décrits ci-dessus.

Pour : 16
Contre : --
Abstention : --

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGNON



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-4

CESSION D'UN VEHICULE MUNICIPAL

Monsieur le Maire expose

Au premier semestre 2023, la commune a décidé d'acquérir un nouveau tracteur pour l'entretien des espaces verts, en remplacement d'engins vétustes ou qui n'étaient plus adaptés aux besoins du services technique.

Dans le cadre de cette démarche, la collectivité souhaite céder deux véhicules ou engins, dont un tracteur ISEKI TXG237immatriculé DJ-856-QS. Au regard des prix du marché, le prix de revente est estimé à 6000€.

La société RURAL MASTER s'est portée acquéreuse dudit véhicule au prix indiqué ci-dessus. Le montant de la cession excédant 4600€, il convient d'autoriser la cession par une délibération du Conseil municipal.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des collectivités territoriales

Vu la délibération n°2023-7-1 du 03/07/2023 portant délégation de certaines attributions du Conseil municipal au Maire

Considérant que le montant de la cession excède 4 600€ et que, dès lors, une délibération du conseil municipal s'impose

Après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : **AUTORISE** Monsieur le Maire à vendre le véhicule ISELI TXG 237 à la société RURAL MASTER pour un prix de cession à 6000€.

Article 2 : **AUTORISE** Monsieur le Maire ou ses représentants, selon leur délégation, à signer tous les documents et à entreprendre toutes les démarches relatives à la cession du véhicule

Pour : 16

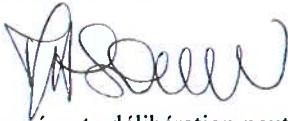
Contre : --

Abstention : --

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGNON



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-5

REGULARISATION DES COMPTES DE BILAN SUITE A LA DISSOLUTION DU SIVOM DE GRENADE

Monsieur le Maire expose

Le SIVOM de Grenade réalisait des opérations de voirie sous mandat pour le compte des communes. Ces opérations nécessitaient parfois un financement par l'emprunt retracé en comptabilité (annexe 38 tome 1 de l'instruction M14).

Les comptes 168751 des communes et 27634 du SIVOM devaient être en miroir, puis soldés après remboursement des annuités.

Or, les emprunts contractés par le SIVOM pour les pool routiers entre 1997 et 2002 et comptabilisés au débit du 27 dans la comptabilité du SIVOM n'ont pas tous été retracés dans la comptabilité des communes (écriture débit 276351 par crédit 168751 pas toujours comptabilisée).

De plus, les annuités de remboursement des communes vers le SIVOM de 1998 à 2002 n'ont pas toutes été comptabilisées au débit du 16875 des communes (utilisation du 655), et n'ont pas été comptabilisées au crédit 27 du SIVOM. Les remboursements ont été comptabilisés au crédit 13 sur les comptes du SIVOM.

C'est ainsi que les comptes 168751 des communes ne correspondent pas au 276341 du SIVOM repris en balance d'entrée 2003 de la communauté de communes Save et Garonne, et toujours en solde dans la comptabilité de la communauté de communes des Hauts Tolosans.

Cependant, les communes ont remboursé le solde de ces emprunts : les communes membres de l'EPCI par le biais des attributions de compensation (section de fonctionnement) de 2003 à 2018 selon délibérations de la communauté de communes Save et Garonne du 04/12/2003 et du 09/12/2010.

Pour la commune de Larra, la DGFIP propose de régulariser la situation par les mouvements d'ordre suivant :

Compte débit	Compte crédit	Montant
168751	1068	165 559.63 €
2151	276351	207 936.35 €
2151	266	75 387.37 €
1068	266	4 921.36 €

Il est précisé qu'il s'agit d'opérations non-budgétaires.

Le Conseil municipal,

Vu la proposition de régularisation soumise par la DGFIP

Après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : **AUTORISE** les mouvements décrits ci-dessus

Article 2 : **AUTORISE** Monsieur le Maire ou ses représentants, selon leur délégation, à signer tous les actes afférents au dossier.

Pour : 16

Contre : --

Abstention : --

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,
Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGNON



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-6

**DEMANDE DE DIAGNOSTIC ENERGETIQUE AUPRES DU SYNDICAT
DEPARTEMENTAL D'ENERGIE DE LA HAUTE-GARONNE (SDEHG)**

Monsieur le Maire informe le conseil que le SDEHG réalise une campagne de diagnostic énergétique des bâtiments communaux, et propose à la commune de s'inscrire dans ce programme.

Ce programme sera financé à 95% par la Région et le SDEHG, et une charge de 5% restera à la commune, soit un maximum de 300€ par bâtiment.

Afin de bénéficier de ce diagnostic, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : DECIDE de demander un diagnostic énergétique pour le bâtiment Mairie-Médiathèque

Article 2 : S'ENGAGE à verser au SDEHG une participation financière de 5% du diagnostic, soit un maximum de 300€ par bâtiment

Article 3 : S'ENGAGE à fournir au SDEHG tous les documents nécessaires à la réalisation de ce diagnostic

Pour : 16

Contre : --

Abstention : --

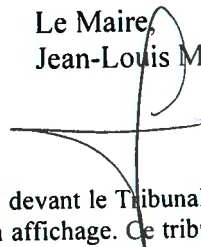
Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGN



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-7

SOLLICITATION DE SUBVENTIONS POUR L'EQUIPEMENT DU CAFE AUPRES DE LA REGION OCCITANIE

Monsieur le Maire expose

La construction d'un café communal multiservices est le projet phare du mandat 2020-2026. Ce projet multi-composantes a été élaboré en concertation avec les habitants et les associations, afin de répondre au mieux aux attentes des Larrassiens.

Le principe arrêté est un commerce hybride, à savoir un café avec des services, restauration, relais colis, épicerie de dépannage, etc.. mais qui sera utilisé le mercredi en espace de vie sociale avec une animation communale, attenant à l'ancienne « maison pour tous ».

Le projet répond aux objectifs suivants :

- ❖ **Créer un commerce de type café** car la commune est dépourvue de tout café, restaurant, bar.. depuis plus de 40 ans.
- ❖ **Favoriser l'accès des habitants aux commerces et aux services**, notamment les relais colis, un point La Poste, la Française des Jeux...
- ❖ **Renforcer la cohésion sociale** dans une commune rurale et résidentielle
- ❖ **Favoriser la mixité sociale et générationnelle** entre toutes les franges de la population
- ❖ **Lutter contre l'isolement**, notamment des jeunes, des aînés, des personnes handicapées, des parents isolés



Il comprend la réhabilitation de la « maison pour tous » avec création d'une cuisine associative, aménagement de la salle de réunions (placards, grand écran, prises informatiques, ...) et création des toilettes du café, et attenant à ce bâtiment la construction du café et de sa cuisine. L'idée est le brassage des générations, l'accès à la « Maison pour tous » se fera par le café, et les clients du café passeront par la « maison pour tous » pour aller aux toilettes. Ce nouveau lieu a vocation à implanter sur le territoire un espace générateur de rencontre et de lien social. La présente demande de subvention vise à équiper cet établissement.

Le montant de cette opération est évalué à : **34 891,78** (soit 41 870,14 € TTC) et décompose ainsi :

Le plan prévisionnel de financement est le suivant :

s	Montant sollicité	% du HT
Subventions		
Région	10 000,00 €	28,66%
Autofinancement commune	24 891,78 €	71,34%
TOTAL	34 891,78 €	100,00%

Oùï l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil municipal

Article 1^{er} : APPROUVE le projet tel que présenté ci-dessus

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de subvention auprès du Conseil Régional Occitanie à hauteur de 10 000€

Article 3 : INSCRIT le montant de ces dépenses au budget de la Commune

Article 4 : AUTORISE Monsieur le Maire ou ses représentants, selon leur délégation, à signer tous les actes et documents afférents au dossier

Pour : 16

Contre : --

Abstention : --

Délibération adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,
Le secrétaire de séance
Cathy MASON

Le Maire,
Jean-Louis MOIGNON



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



**-Commune de Larra-
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 31 août 2023**

L'an deux mille vingt-trois le trente-et-un août à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Larra s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la mairie de Larra, sur convocation régulière en date du 24 août 2023 sous la présidence de Jean-Louis MOIGN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 19

Présents (14) : AUMARECHAL Vincent, BODOT Bernard, BOÏAGO Marie-Claire, BONNIEL Aude, CADAMURO Joëlle, DE SEQUEIRA Julie, FOUCAULT Damien, FRANÇOIS Claude, HOLLEMAN Arnold, LAFITTE Fabien, MASON Cathy, MESSINA Nathalie, MODESTO Jérôme, MOIGN Jean-Louis

Le quorum (10) est atteint.

Absents ayant donné procuration (2) : AMOUROUX Céline a donné procuration à AUMARECHAL Vincent, GOUMBALLA Saloua a donné procuration à BOÏAGO Marie-Claire

Absents excusés (3) : DESGARCEAUX Nathalie, DESNOS Claudine, JUNCA-GOARDERES Alexandre

Secrétaire de séance : MASON Cathy

2023-8-8

**DÉLIBÉRATION RENDANT COMPTE DES DÉCISIONS PRISES PAR MONSIEUR
LE MAIRE DU 3 JUILLET AU 31 AOUT 2023 INCLUS**

Monsieur le Maire rend compte des décisions qu'il a prises du 3 juillet au 31 août 2023 inclus

Décision n°	Date	Thème	Titre
D 1-2023-8	28/08/2023	Patrimoine	Cession d'un véhicule d'entretien des espaces verts

Le Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2023-7-1 du 3 juillet 2023 portant délégation de certaines attributions du Conseil Municipal au Maire

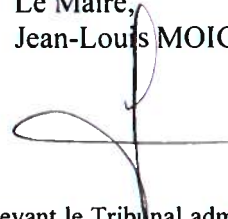
Entendu l'exposé de monsieur le maire,

PREND ACTE de la présentation des décisions prises par Monsieur le Maire du 3 juillet au 31 août 2023 inclus.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire de séance
Cathy MASON



Le Maire,
Jean-Louis MOIGN



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr.



Commune de Larra

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU MAIRE

Date : 28/08/2023

Arrêté numéro : D 1.2023.1

Thème : Patrimoine

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date d'affichage :

Date d'envoi et réception préfecture :

OBJET : CESSIION D'UN VEHICULE D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Dans le cadre de sa politique de prévention des risques professionnels et de préservation de l'environnement, la commune souhaite renouveler des véhicules utilisés par le service technique. La collectivité s'engage donc dans une politique d'acquisition d'engins neufs plus respectueux de l'environnement et de la santé physique des agents, en lieu et place d'engins plus polluants.

Après avoir consulté plusieurs sociétés, la collectivité a donc décidé l'achat d'un tracteur auprès de la société Rural Master qui a accepté de reprendre le véhicule suivant :

Véhicule	N° immatriculation	Prix de reprise
FENDT 105 FARMER	1413WK31	2 000 €

LE MAIRE DE LARRA

Vu l'article L .2122-22 du Code général des collectivités territoriales

Vu la délibération n°2023-7-1 en date du 03/07/2023 portant délégation de certaines attributions du Conseil municipal au Maire

DECIDE

Article 1^{er} : D'ACCEPTER de céder le véhicule suivant à la société Rural Master :

Véhicule	N° immatriculation
FENDT 105 FARMER	1413WK31

Article 2 : DE DIRE que le prix est le suivant :

Véhicule	Prix de reprise
FENDT 105 FARMER	2 000 €

Article 3 : DE RETIRER de l'inventaire communal le bien décrit ci-dessus

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Ce tribunal peut être saisi par voie postale (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), ou par le biais de l'application informatique « Télérecours » accessible depuis le site www.telerecours.fr

Le Maire,
Jean-Louis MOIGN